

En Bohême, les Tchèques « d'en bas » votent Milos Zeman

Prusse, le président sortant conserve le soutien des perdants de la transition démocratique avant le second tour des 26 et 27 janvier

REPORTAGE

MIKULOV (RÉPUBLIQUE TCHÈQUE) -
envoyé spécial

Elle l'aime, son Zeman ! Pour exprimer ses sentiments à l'égard du président tchèque sortant, Viera Cmucharova dessine avec son index des petits cœurs dans un ciel lesté de flocons. Plus de quarante ans qu'elle trime. D'abord à l'usine, puis à tailler les vignes dans les collines des environs. « La vie a toujours été dure pour moi », dit simplement cette électricienne de « Milos », qui a élevé seule deux enfants et sera retraitée avant la fin de l'année. « l'espère qu'il va repasser, parce que je ne veux pas entendre parler de l'euro, la vie sera plus chère sinon. »

Comme près de 41 % des votants de Mikulov, une magnifique ville de conte de fées lovée autour d'un château du XIII^e siècle, elle a glissé un bulletin dans l'urne pour que Milos Zeman, ce vétéran de la gauche eurosceptique, 73 ans, reste chef de l'Etat. Dans ces paysages agréables de l'est de la République tchèque, en Moravie du Sud, on n'aime pas trop la capitale, à 250 kilomètres. On entretient les traditions, on est attaché à la monnaie nationale, la couronne tchèque. Et on fait confiance à Milos

Zeman. Il est arrivé en tête du premier tour, le 13 janvier, avec 38,6 % des voix, contre 26,6 % pour son challenger, un novice en politique, l'ancien chef de l'académie des sciences, Jiří Drahoš, 68 ans.

Le second tour, qui aura lieu les 26 et 27 janvier, tient lieu de véri-

table référendum pour ou contre sa personne, tant elle clive l'électorat de ce pays de 10,5 millions d'habitants. « Il ne présente pas assez bien pour être président », dit par exemple de lui Jana Zejdová, qui promène son nourrisson dans sa poussette autour des remparts. « C'est la honte pour notre pays s'il repasse : il est grossier, il ne sait pas se tenir, il insulte ses adversaires. »

Son point de vue est minoritaire à Mikulov : près de trente ans

après la chute du mur de Berlin, les déçus de la transition et les perdants de l'ouverture continuent de voir leur président comme quelqu'un d'apte à les protéger.

Le futur fait peur aux habitants de Mikulov, qui s'en remettent à ce qu'ils connaissent : leur champion, figure de la transition en 1989, a fait émerger la social-démocratie dans le pays, avant de présider la Chambre des députés et de diriger le gouvernement, entre 1998 et 2002. Il a ensuite été le premier président élu au suffrage universel direct, en 2013.

Buveur assumé

Depuis, il a su habilement profiter de la crise migratoire, axant sa communication sur un rejet de l'islam et des réfugiés. « Il a raison quand il dit qu'il ne faut pas laisser rentrer tous ces migrants », estime Ruzena Gajdosova, ouvrière sur un site de congélation de volailles, qui gagne 12 000 couronnes, soit 473 euros par mois. « On voit bien qu'ils sont très dangereux. J'ai entendu dire qu'ils ont violé des femmes dans des discothèques. Les musulmans, on leur apprend à

tuer dans certains pays. »

Peu importe que, dans les cafés praguais, on s'insurge contre les amitiés chinoises du président, qui avait défrayé la chronique

en 2014 en revenant d'une visite officielle à Pékin à bord d'un jet privé affrété par une grosse fortune tchèque. Que ce buveur assumé, à la santé très fragile, soit également prussien et s'affiche avec Donald Trump n'est pas non plus le sujet à Mikulov.

Ruzena Gajdosova trouve par exemple très bien que le président ait promis de nommer de nouveau Andrej Babis premier ministre, même s'il venait à perdre les élections : la Constitution offre ce pouvoir à M. Zeman jusqu'à la fin de son mandat, au mois de mars.

Arrivé en tête des législatives d'octobre 2017 avec 29,7 % des voix, M. Babis, un milliardaire populiste accusé de fraudes aux subventions européennes, a formé un gouvernement minoritaire, mais il a échoué à obtenir la

confiance du Parlement mi-janvier. Il nie toute maïversation et a le droit de solliciter trois fois le vote des 200 députés : deux fois avec le feu vert du chef de l'Etat, et la troisième fois, sur proposition de la présidence du Parlement, où il a placé un fidèle.

« Il n'est plus à la hauteur »

Selon Jarošlava Pokorná Jermánová, vice-présidente du parti ANO d'Andrej Babis (Action des citoyens mécontents) et gouverneure de la région de Bohême centrale, une défaite de Milos

Zeman ne signifierait donc aucunement la fin des ambitions du chef du gouvernement, même si plusieurs partis refusent de s'allier avec lui à cause de ses ennemis judiciaires. « Les négociations reprennent avec les sociaux-démocrates (CSSD), le SPD (extrême droite) et les communistes et je suis très confiante sur leurs chances d'aboutir. »

Les sondages donnent le chef de l'Etat au coude-à-coude avec son challenger. Ce dernier, inconnu encore du grand public il y a quelques mois seulement, est porté par un large mouvement, issu de la société civile. Il multiplie les déplacements, tandis que Milos Zeman n'a pas mené une campagne de terrain.

« Zeman est extrêmement fatigué », juge Michel Perottino, politologue à la faculté des sciences sociales de l'université Charles. « Ses capacités intellectuelles sont en nette diminution. C'est pour cela qu'il ne s'est pas trop montré. Il ne voulait pas qu'on voie qu'il n'est plus à la hauteur. » Reste son sens de la repartie. Villipendé pour sa proximité avec le Kremlin par une militante Femen dans un bureau de vote au soir du premier tour, Milos Zeman s'est déclaré honoré d'avoir été attaqué par un mouvement « qui s'en était pris également au pape ». C'est pour ça qu'elle l'aime, « son » Zeman, Viera Cmucharova. Parce qu'au moins, avec lui, on « rigole ». Alors que l'autre, « on ne sait même pas qui c'est ». ■

BLAISE GAUQUELIN



La stratégie controversée de Babis

Andrej Babis aurait convaincu l'extrême droite de renoncer à participer à l'exécutif et de le soutenir au niveau parlementaire, contre l'inscription de son projet phare de démocratie directe dans le programme gouvernemental. Il négocie actuellement le seuil de pétitionnaires nécessaire à l'enclenchement de référendums, tout en tentant de rassurer ses partenaires européens : une sortie de l'Union européenne ou de l'OTAN serait exclue de toute consultation populaire. Le projet est soutenu par Milos Zeman, qui s'est affiché en décembre 2017 avec le très controversé Tomio Okamura, l'allié tchèque de Marine Le Pen.